

Bulletin trimestriel n°9

bulletin
OBSERVATOIRE CHINE 2017/2018

Bulletin trimestriel n°9/12 de l'Observatoire Stratégique et Politique de la Chine

Cycle 2017-2018

Juin 2017



L'actualité stratégique de la Chine du printemps 2017 a été marquée par une succession de de visites d'État et de réunions stratégiques au plus haut niveau, qu'il s'agisse de la rencontre entre Xi Jinping et Donald Trump à Mar-a-Lago le 6 avril 2017, du Sommet des Nouvelles routes de la soie à Pékin les 14 et 15 avril 2017, du 19^e sommet Chine-Europe du 1^{er} et 2 juin 2017 ou du dialogue de Shangri-La à Singapour les 2, 3 et 4 juin 2017. Ces différentes réunions stratégiques ont été commentées avec vigueur par les observateurs chinois qui voient dans l'année 2017 un véritable tournant dans le domaine des relations internationales et de la politique extérieure de la Chine. A leurs yeux, un nouvel équilibre des puissances se dessine au profit de la Chine qui affirme désormais son nouveau rôle de leader sur la scène internationale.

Le Sommet autour de la « Belt and Road Initiative » (BRI), nouvelle appellation officielle en anglais de l'OBOR (One Belt, One Road, 一带一路), a fait l'objet

de toutes les attentions. Le déploiement de la stratégie des routes de la soie promue par la Chine fait désormais figure de cadre de référence des nouvelles orientations de la politique étrangère chinoise. Un long article de Wang Meng, chercheur à l'Institut de recherche sur le Moyen-Orient de l'université de Xi'an, revient ainsi sur la mise en œuvre de l'initiative au Moyen-Orient et la nécessité d'y approfondir la stratégie chinoise en insistant sur le développement de la prévention et de la gestion des risques ainsi que des mécanismes de coopération bilatéraux ciblés (1). Si l'intégration de l'Union européenne à l'initiative OBOR soulève de multiples réticences en Europe, comme en témoigne notamment le refus de la plupart des pays européens de signer le texte portant sur les aspects commerciaux de la BRI, les observateurs chinois se montrent plus positifs quant à la participation européenne et à l'avenir des relations sino-européennes. Wang Yiwei, directeur du Centre d'études européennes de l'Université Renmin de Chine ne nie pas les doutes et les divergences exprimés mais il se montre optimiste sur l'avènement, à la suite du 19^e Sommet Europe-Chine de début juin, d'une nouvelle ère de coopération fondée sur la promotion commune de la mondialisation,

d'une nouvelle gouvernance climatique et d'une approche multilatérale des affaires internationales (2). Le prisme de la BRI apparaît également dans les commentaires relatifs à la visite du président chinois au Kazakhstan entre le 7 et le 10 juin 2017. Xue Li, directeur de l'Institut de recherche stratégique en économie et politique internationale de l'Académie des sciences sociales de Chine, analyse la portée de cette visite jugée cruciale pour l'approfondissement de la coopération sino-kazakhe, non seulement au niveau économique et commercial, mais aussi et surtout dans le domaine de la sécurité, volet phare de la BRI (3). La signature le 4 avril 2017 d'un contrat de construction clef en main (EPC) sino-indonésien pour la construction d'une ligne de chemin de fer à grande vitesse reliant Jakarta à Bandung, apparaît également comme un levier stratégique inédit pour favoriser la réussite de la BRI, comme l'explique Jia Douqiang, chercheur à l'Institut de recherche sur l'Asie-Pacifique de l'Académie des sciences sociales de Chine (4).

En marge de la BRI, les différents revirements de la politique étrangère américaine ont alimenté les analyses sur l'évolution de la relation sino-américaine. La question de la menace nucléaire nord-coréenne, qui se fait très pressante ces derniers mois, pourrait jouer un rôle déterminant dans l'approfondissement de la coopération entre la Chine et les États-Unis. C'est du moins l'analyse de Sun Ru, chercheur à l'Institut chinois des relations internationales contemporaines (CICIR), qui évoque les objectifs communs des deux rivaux sur la question du nucléaire nord-coréen tout en mettant en garde contre la stratégie d'intimidation des États-Unis (5). L'évolution de la relation sino-américaine a d'ailleurs de grandes implications sur l'équilibre des alliances dans la région asiatique. Ainsi, explique un éditorial du *Global Times* daté du 17 mai 2017, le Japon, inquiet du rapprochement sino-américain, serait tenté par un timide rapprochement avec son rival chinois (6).

Les évolutions des relations entre puissances étrangères influencent également certains partenariats stratégiques. Dans un long article consacré au partenariat énergétique sino-russe, Chen Xianliang, professeur à l'université normale de Harbin, déplore l'ambiguïté de la coopération énergétique sino-russe, fondée sur un partenariat ancien mais sujet à une certaine instabilité liée en partie à l'attitude opportuniste de la Russie dans la gestion de ses partenariats et à sa relative méfiance envers la puissance chinoise (7).

Enfin, de nombreux articles parus dans la presse officielle dressent un état des lieux des progrès accomplis dans le domaine militaire depuis le 18^e Congrès du Parti communiste chinois (PCC). La Commission militaire centrale établit ainsi un bilan des avancées de la diplomatie militaire chinoise dans un article de *Qiushi*, la revue théorique du PCC. La diplomatie militaire de la Chine est entrée dans une nouvelle ère qui traduit l'influence grandissante de la puissance militaire chinoise dans les affaires internationales (8). Dans une interview, Li Jie, célèbre chercheur spécialisé sur les questions militaires navales, dresse quant à lui un bilan critique de la réforme

de la marine chinoise, en soulignant les immenses efforts entrepris en termes de modernisation des équipements et des installations navales mais aussi en mettant en lumière les différents défis auxquels est confrontée la marine chinoise (9). Enfin, un article en décalage s'attarde sur la publication du projet de loi sur le renseignement, première législation à encadrer le travail du renseignement en Chine. Malgré le caractère flou des nouvelles dispositions relatives à ce secteur particulièrement opaque, le projet signale l'importance nouvelle accordée à la régulation du travail de renseignement par les autorités chinoises et la volonté de sensibiliser davantage le public à ce domaine (10).

SOURCES CHINOISES :

- WANG Meng (王猛), « **A propos de la mise en oeuvre de l'initiative 'One Belt One road' au Moyen-Orient** » (论 '一带一路' 倡议在中东的实施), *Contemporary International Relations* (现代国际关系), n°3, mars 2017, pp. 16-23.

- WANG Yiwei (王义桅), « **La coopération sino-européenne : s'appuyer sur des certitudes pour combattre l'incertitude** » (中欧合作, 以确定性对抗不确定性), *Global Times* (环球时报), 3 juin 2017, <http://opinion.huanqiu.com/1152/2017-06/10782344.html?new=Math.random&qq-pf-to=pqq.discussion>

- **Interview de Xue Li : Pourquoi la visite du président Xi au Kazakhstan est-elle considérée comme une 'action diplomatique de première importance' ?** (薛力 : 为何称习主席访哈为 '重大外交行动' ?), *Qiushi* (求是), 9 juin 2017, http://www.qstheory.cn/zhuangqu/qstf/2017-06/09/c_1121114107.htm

- JIA Douqiang (贾都强), « **L'implantation du train à grande vitesse chinois en Indonésie : opportunités, modèle et défis** » (中国高铁落地印度尼西亚 : 机遇, 模式与挑战), *Contemporary World* (当代世界), mai 2017, pp. 44-47.

- SUN Ru (孙茹), « **Promouvoir la coopération sino-américaine sur la question du nucléaire nord-coréen** » (推动中美在朝核问题上的合作), *World Affairs* (世界知识), n° 9, mai 2017, pp. 30-32.

- Editorial, « **L'attitude du Japon envers la Chine évolue timidement** » (日本对华态度正在微妙变化), *Global Times* (环球时报), 17 mai 2017, http://opinion.huanqiu.com/editorial/2017-05/10683022.html?t_t_t=0.004371473665894188

- CHEN Xianliang (陈宪良), « **La sécurité énergétique de la Chine et la coopération énergétique sino-russe** » (中国能源安全与中俄能源合作), *Northeast Asia Forum* (东北亚论坛), n° 3, mars 2017, pp. 59-71.

- Bureau de coopération militaire internationale de la Commission militaire centrale (中央军委国际军事合作办公室), « **Bilan de la diplomatie militaire chinoise depuis le 18e Congrès du Parti** » (党的十八大以来中国军事外交回顾), *Qiushi* (求是), 16 mai 2017, <http://theory.people.com.cn/n1/2017/05/16/c40531-29278597.html>

- « **Les nouvelles puissances maritimes auront davantage de cartes à jouer - Interview de Li Jie, expert des questions militaires navales** » («新海权” 将取得更多博弈成果——专访海军军事专家李杰»), *South Reviews* (南风窗), 25 mai 2017, <http://www.nfcmag.com/article/7250.html>

« **La Chine publie le premier projet de loi sur le renseignement : retour sur ces mystérieuses dispositions** » (中国公布首部“国家情报法”草案, 来看看这些神秘条款), *Reference News Network* (参考消息网), 19 mai 2017, <http://column.cankaoxiaoxi.com/2017/05/19/2011758.shtml>

étatiques et le respect du principe de non-ingérence devraient enfin permettre de garantir une meilleure efficacité du cadre de coopération.

	1	2	3	4	5	6	7	8
Pays pivots (支点国家)	Arabie Saoudite	Pakistan	Iran	Egypte	Turquie			
Pays importants (重要国家)	Émirats arabes unis	Algérie	Afghanistan	Israël	Irak	Soudan	Koweït	Palestine
Pays d'importance secondaire (次要国家)	Qatar	Oman	Libye	Mauritanie	Maroc	Tunisie	Syrie	Yémen
Pays ordinaires (一般国家)	Jordanie	Somalie	Liban	Chypre	Bahrein	Djibouti	Comores	

Classification des pays cibles dans le cadre de la mise en oeuvre du projet OBOR au Moyen-Orient.



WANG Yiwei (王义桅), « **La coopération sino-européenne : s'appuyer sur des certitudes pour combattre l'incertitude** » (中欧合作, 以确定性对抗确定性), *Global Times* (环球时报), 3 juin 2017, <http://opinion.huanqiu.com/1152/2017-06/10782344.html?new=Math.random&qq-pf-to=pqqq.discussion>



WANG Meng (王猛), « **A propos de la mise en oeuvre de l'initiative 'One Belt One Road' au Moyen-Orient** » (论“一带一路”倡议在中东的实施), *Contemporary International Relations* (现代国际关系), n°3, mars 2017, pp. 16-23.

Si la stratégie de coopération de la Chine au Moyen-Orient s'est affinée avec notamment la publication en 2016 du « Document sur la politique de la Chine dans les pays arabes » (中国对阿拉伯国家政策文件), la mise en oeuvre efficace du projet OBOR au Moyen-Orient est un « processus long et tortueux » (艰难曲折的长期过程), estime Wang Meng, chercheur à l'Institut de recherche sur le Moyen-Orient de l'université de Xi'an. Le cadre des accords multilatéraux passés notamment avec la Ligue arabe ou le Conseil de coopération du Golfe s'avère insuffisant pour approfondir les relations avec les pays du Moyen-Orient et surmonter les nombreux défis auxquels est confrontée la Chine : instabilité de la région, grande diversité des situations locales et des menaces, manque d'expérience de terrain de long terme de la Chine ou faible développement des canaux de communication officiels de la diplomatie chinoise. Face à ces difficultés, la priorité est le déploiement d'un cadre de coopération bilatérale avec différents pays cibles classés en fonction de leur ordre de priorité stratégique. Il s'agit également pour Wang Meng d'approfondir et de consolider la stratégie chinoise au Moyen-Orient à travers l'adoption d'une approche prudente (审慎的眼光) fondée sur le développement d'un système complet de prévention et de gestion des risques et le renforcement de la capacité d'adaptation de la force militaire chinoise. L'inclusion accrue d'acteurs non

Wang Yiwei, directeur du Centre d'études européennes de l'Université Renmin de Chine, fait un point sur l'évolution des relations sino-européennes à la suite de la visite de Li Keqiang en Allemagne et à Bruxelles dans le cadre du 19^e Sommet Chine-Europe tenu les 1^{er} et 2 juin 2017. Le chercheur identifie trois grands points de convergence pour l'approfondissement de la coopération sino-européenne. Tout d'abord, la Chine et l'Union européenne font désormais tous deux figure de « moteurs de la mondialisation » (全球化的共同推动着) face à la politique protectionniste et nationaliste de Donald Trump. Ensuite, en termes de gouvernance mondiale, les deux puissances sont activement engagées dans la promotion de la lutte contre le réchauffement climatique et de la transition vers une économie verte. Enfin, la Chine et l'Union européenne « pratiquent le multilatéralisme » (多边主义的实践者). Wang Yiwei ajoute sur ce dernier point que le vif intérêt de l'Europe pour le projet « One Belt, One Road » (OBOR) témoigne de sa volonté de se tourner vers un modèle de coopération plus multilatéral et moins dépendant de l'allié américain. Toutefois, si la relation sino-européenne s'est globalement améliorée, il est encore nécessaire, d'après Wang Yiwei, de surmonter quelques résistances et « contradictions structurelles » (结构性矛盾). Il fait référence aux divers désaccords entre la Chine et l'Union européenne sur les normes et les règles de gouvernance mondiale et en particulier au manque de souplesse législative de l'Europe pour accueillir efficacement les investissements chinois. De manière plus générale, la relation sino-européenne pâtit d'un relatif manque de confiance de la part de l'Europe envers la Chine. Les doutes qui divisent actuellement l'Europe sur le bien fondé de l'initiative OBOR en serait un exemple frappant. Afin de surmonter ces différends et de renforcer la confiance, Wang Yiwei suggère de donner un élan nouveau aux relations sino-européennes en développant davantage la coopération

dans les domaines du numérique et des services et dans l'élaboration conjointe de nouvelles normes internationales régissant ces secteurs de coopération innovants.



Interview de Xue Li : Pourquoi la visite du président Xi au Kazakhstan est-elle considérée comme une 'action diplomatique de première importance' ? (薛力 : 为何称习主席访哈为 '重大外交行动' ?), *Qiushi* (求是), 9 juin 2017, http://www.qstheory.cn/zhuanku/qstf/2017-06/09/c_1121114107.htm

La récente visite du président chinois au Kazakhstan du 7 au 10 juin 2017 dans le cadre de la 17^e réunion du Conseil des chefs d'État de l'Organisation de coopération de Shanghai et de l'ouverture de l'exposition universelle 2017 à Astana a été largement commentée dans la presse chinoise. Cette visite diplomatique, qualifiée par Xi Jinping d'« action diplomatique de première importance » (重大外交行动), s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération sino-kazakhe, enjeu fondamental pour mettre en oeuvre efficacement le projet OBOR. Si la coopération économique, en particulier au niveau énergétique, est amenée à être davantage approfondie, la relation de partenariat privilégié entre la Chine et le Kazakhstan est appelée à s'étendre bien au-delà des domaines économiques et commerciaux, souligne Xue Li, directeur du laboratoire de recherche en stratégie internationale de l'Académie chinoise des sciences sociales. Le Kazakhstan apparaît en effet comme un allié de poids dans le déploiement de la stratégie sécuritaire et militaire chinoise, un des volets fondamentaux de l'initiative OBOR. L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), dont le Kazakhstan est un des membres fondateurs, pourrait à ce titre jouer un rôle majeur. L'OCS, ajoute Xue Li, jouit en effet d'une influence grandissante. L'inclusion récente d'acteurs majeurs comme l'Inde et le Pakistan et les résultats probants apportés par l'Organisation sur le terrain de la lutte contre le trafic de drogue, la criminalité transfrontalière et le terrorisme ainsi que dans le cadre de la mise en place d'exercices militaires conjoints, en sont des exemples significatifs.



JIA Douqiang (贾都强), « **L'implantation du train à grande vitesse chinois en Indonésie : opportunités, modèle et défis** » (中国高铁落地印度尼西亚 : 机遇, 模式与挑战), *Contemporary World* (当代世界), mai 2017, pp. 44-47.

La signature le 4 avril 2017 d'un contrat de construction clef en main (EPC) sino-indonésien pour la construction d'une ligne de chemin de fer à grande vitesse reliant Jakarta à Bandung a été présentée par de nombreux commentateurs chinois comme une victoire pionnière

et décisive de la stratégie d'exportation (ou « stratégie de sortie », 走出去战略) du TGV chinois. Le projet, souligne Jia Douqiang, chercheur au centre de recherches stratégiques de l'Académie chinoise des sciences sociales, représente une opportunité stratégique historique pour la Chine qui dépasse largement le cadre seul de l'échange commercial avec l'Indonésie. En faisant de l'Indonésie le premier « terrain d'expérimentation » (试验野) de l'exportation du TGV chinois, la Chine s'assure en effet une pénétration optimale du marché sud-est asiatique et crée ainsi un levier supplémentaire pour le déploiement de l'initiative OBOR en Asie. La signature du contrat représente également une victoire stratégique de taille face aux concurrents de la Chine et en particulier le Japon qui avait initié le projet. Enfin, le cadre de l'accord, établi à travers un système de joint venture, fournit un modèle de coopération innovant qui repose sur 1) un pilotage au plus haut niveau, 2) des investissements publics, 3) des transferts de technologies et, 4) un partage équitable des bénéfices et des risques à travers une coopération « gagnant-gagnant » (双赢). Si le contrat remporté par la Chine marque un jalon crucial de la stratégie économique et politique extérieure chinoise, Jia Douqiang rappelle toutefois la nécessité pour la Chine de s'assurer d'une réussite sur le long terme en évaluant et prévenant consciencieusement les risques politiques, financiers, techniques et opérationnels impliqués dans de tels projets stratégiques.



SUN Ru (孙茹), « **Promouvoir la coopération sino-américaine sur la question du nucléaire nord-coréen** » (推动中美在朝核问题上的合作), *World Affairs* (世界知识), n° 9, mai 2017, pp. 30-32.

La question du nucléaire nord-coréen a été au cœur des discussions sino-américaines du printemps 2017. La pression accrue de la menace nord-coréenne avec la multiplication des tirs de missiles et le spectre d'un sixième essai nucléaire pourrait donner l'occasion aux deux puissances d'approfondir leur coopération sur la délicate question du nucléaire nord-coréen, estime Sun Ru, chercheur au CICIR. Les deux pays partagent en effet la même volonté de dénucléariser la péninsule coréenne et de garantir la stabilité de la région. Tandis que Donald Trump a reconnu la nécessité de coopérer avec la Chine pour faire face à la menace, la Chine, rappelle Sun Ru, a montré à maintes reprises sa bonne volonté en prenant des mesures significatives depuis le début de l'année 2017. Toutefois, la coopération sino-américaine est confrontée à de nombreux obstacles, au premier rang desquels figure l'attitude « arrogante » (居高临下) et « tout à fait inappropriée » (很不正常) des États-Unis, dont la stratégie repose sur l'intimidation verbale, militaire et économique. Pour Sun Ru, en voulant forcer la Chine à « choisir son camp » (先边站), les États-Unis se privent de la possibilité de sortir le problème de l'enlèvement. L'objectif de dénucléarisation totale et sans condition de la région mis en avant par les Américains apparaît en effet irréaliste dans une perspective de court

terme. Sun Ru préconise la promotion par la Chine d'un mode de résolution progressif, souple et pacifique qui privilégierait l'usage de moyens économiques plutôt que militaires, afin de parvenir à un « retour au calme en douceur » (软着陆) de la péninsule coréenne.



Editorial, « **L'attitude du Japon envers la Chine évolue timidement** » (日本对华态度正在微妙变化), *Global Times* (环球时报), 17 mai 2017, http://opinion.huanqiu.com/editorial/2017-05/10683022.html?_t_t_t=0.004371473665894188

L'annonce d'une éventuelle participation du Japon à la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB) lors du Sommet des Nouvelles routes de la soie tenu à Pékin les 14 et 15 avril 2017 a alimenté les spéculations sur le timide et récent réchauffement des relations sino-japonaises. Dans un éditorial consacré à la question, le *Global Times* analyse cette évolution à travers le prisme de « l'impasse géopolitique » (缘政治的牛角尖) dans laquelle se trouverait actuellement le Japon. Le rôle grandissant de la Chine sur la scène internationale et les revirements de la politique étrangère américaine, avec notamment le retrait du Traité de libre-échange transpacifique (TTP) et la rupture avec la stratégie de rééquilibrage en Asie-Pacifique auraient suscité une certaine « confusion » (困惑) au sein des sphères diplomatiques japonaises inquiètes de voir la relation du Japon avec l'allié américain se distendre au profit d'un rapprochement sino-américain. Le relatif adoucissement de la position japonaise envers Pékin serait en outre encouragé par le mécontentement grandissant de la population japonaise vis-à-vis de la présence militaire américaine au Japon. Il convient toutefois d'être prudent, avertit l'éditorial : le Japon n'est nullement prêt à renverser son positionnement et se montre toujours extrêmement méfiant vis-à-vis de la puissance chinoise. La Chine doit, dans tous les cas, se montrer ouverte et accueillir favorablement tout effort de dialogue et velléité de coopération de la part du Japon.



CHEN Xianliang (陈宪良), « **La sécurité énergétique de la Chine et la coopération énergétique sino-russe** » (中国能源安全与中俄能源合作), *Northeast Asia Forum* (东北亚论坛), n° 3, mars 2017, pp. 59-71.

La coopération avec la Russie joue un rôle de premier plan dans la stratégie de sécurité énergétique de la Chine. A la différence de ses concurrents au Moyen-Orient, la Russie apparaît en effet comme un fournisseur fiable et stable de la Chine en produits énergétiques, et en particulier pétroliers. Toutefois, si la coopération sino-russe repose sur des bases anciennes et solides, Chen Xianliang, professeur à l'Université normale de

Harbin, souligne son caractère ambigu et incertain (不顺畅). Il évoque notamment la lenteur des négociations, qui se sont étendues pendant près de dix ans, autour des accords de construction de pipelines sino-russes. Selon le chercheur, le caractère encore relativement peu approfondi de la coopération énergétique sino-russe s'explique en premier lieu par le caractère irréaliste des attentes des deux côtés. La recherche de la maximisation des profits à court terme de la part de chacune des parties aurait en effet fait stagner les négociations. En second lieu, la bonne volonté de la Russie pour coopérer efficacement avec la Chine dépend grandement des évolutions de la situation internationale et des relations qu'elle entretient avec les autres puissances telles que le Japon et les États-Unis. Enfin, la Russie entretiendrait une certaine méfiance à l'égard de son voisin chinois, méfiance alimentée par « théorie de la menace chinoise » (中国威胁论) qui la rendrait parfois frileuse dans sa coopération avec la Chine sur le terrain énergétique. Face à ces résistances, Chen Xianliang insiste sur la nécessité de renforcer la confiance mutuelle, en convainquant la Russie des avantages qu'elle pourrait retirer d'une coopération énergétique plus approfondie avec la Chine, notamment pour faire face aux pressions extérieures. Toutefois, ajoute Chen Xianliang, la stratégie la plus sûre à long terme reste pour la Chine la diversification de ses ressources et de ses canaux d'importation afin de réduire sa dépendance à l'égard de la Russie.



Bureau de coopération militaire internationale de la Commission militaire centrale (中央军委国际军事合作办公室), « **Bilan de la diplomatie militaire chinoise depuis le 18^e Congrès du Parti** » (党的十八大以来中国军事外交回顾), *Qiushi* (求是), 16 mai 2017, <http://theory.people.com.cn/n1/2017/0516/c40531-29278597.html>

Le bilan présenté par le Bureau de coopération militaire internationale de la Commission militaire centrale insiste sur le tournant (新突破) pris par la diplomatie militaire chinoise depuis le 18^e Congrès. Les résultats « fructueux » (硕果累累) obtenus dans ce domaine traduisent le rôle désormais moteur joué par la Chine dans la gouvernance des affaires militaires internationales. Xi Jinping a en effet attaché une très grande importance au travail de la diplomatie de défense chinoise dans le cadre du développement de la « diplomatie de grande puissance aux caractéristiques chinoise » (中国特色大国外交) et de la stratégie de sécurité nationale. Cette impulsion s'est en premier lieu concrétisée par la réforme du système de commandement avec notamment la création en 2016 d'un Bureau de la coopération militaire internationale au sein de la Commission militaire centrale. Elle a également permis d'étendre les mécanismes de consultations et de communication à l'instar de la ligne téléphonique diplomatique d'urgence établie en 2016 avec les pays de l'Asean pour gérer les crises en mer de Chine du Sud. Dix missions de défense chinoises ont par ailleurs été créées depuis le 18^e Congrès. Les échanges et coopérations, mis en

place à travers des canaux bilatéraux et multilatéraux comme l'Organisation de coopération de Shanghai ou le Dialogue de Shangri-La ont en outre permis la mise en œuvre de diverses opérations militaires conjointes, de renforcer la lutte multilatérale contre le terrorisme et la piraterie ainsi que d'intensifier la participation chinoise aux opérations internationales de maintien de la paix, aux missions humanitaires internationales ou encore aux missions d'escorte militaire. Les envois d'experts chinois à l'étranger et notamment les accords d'échange passés par dix institutions académiques militaires chinoises avec des institutions étrangères ont également contribué au développement de la diplomatie militaire chinoise.



« **Les nouvelles puissances maritimes auront davantage de cartes à jouer - Interview de Li Jie, expert des questions militaires navales** » («新海权” 将取得更多博弈成果 ——专访海军军事专家李杰 »), *South Reviews* (南风窗), 25 mai 2017, <http://www.nfomag.com/article/7250.html>

La mise à l'eau du premier porte-avions chinois construit intégralement en Chine le 26 avril 2017 à Dalian constitue pour de nombreux observateurs chinois un nouveau signal du développement de la marine chinoise désormais prête à rivaliser avec les « vieilles puissances maritimes » (老海权). La stratégie de défense maritime, s'est en effet davantage concrétisée depuis la publication du Livre blanc de la défense de 2015, à travers notamment la création de nouvelles bases maritimes tout au long de la route maritime de la soie et le développement accru de la construction de navires de guerre de fabrication entièrement chinoise : porte-avions mais aussi navires d'assaut amphibie, pétroliers-ravitailleurs, corvettes, frégates,... Toutefois, nuance Li Jie, célèbre chercheur spécialisé sur les questions militaires navales, ce développement fulgurant est confronté à un certain nombre de défis. Le point le plus critique, estime Li Jie, concerne les tensions autour du détroit de Taiwan et non pas les différends en mer de Chine du Sud qui auraient selon le chercheur de bonnes chances d'être résolus étant donné l'avantage stratégique certain de la Chine dans la région. En outre, le développement prioritaire du tronçon ouest de la « route de la soie maritime du 21^e siècle » (21世纪海上丝绸之路) reliant les ports côtiers chinois à la Méditerranée devrait avoir des répercussions positives dans la résolution des diverses tensions en mer de Chine. Une autre difficulté mentionnée par Li Jie est la question de la protection des côtes nationales qui est fragilisée par l'insuffisance de la formation des garde-côtes chinois, dont un bon nombre sont des retraités de l'armée, et la faiblesse de la coopération entre forces navales civiles et militaires. De manière générale, Li Jie rappelle que le chemin est encore long avant que la Chine devienne une véritable puissance navale. Si le retard des progrès techniques sera rapidement comblé, il convient de se concentrer en priorité sur l'amélioration du niveau des savoirs et des compétences de la marine chinoise et de favoriser une prise de conscience générale de

l'importance cruciale du développement de la défense navale.



« **La Chine publie le premier projet de loi sur le renseignement : retour sur ces mystérieuses dispositions** » (中国公布首部“国家情报法”草案, 来看看这些神秘条款), *Reference News Network* (参考消息网), 19 mai 2017, <http://column.cankaoxiaoxi.com/2017/0519/2011758.shtml>

Le premier projet de loi chinois sur le renseignement publié par le Congrès national du peuple le 16 mai 2017, vient compléter, avec la loi sur le contre-espionnage (反间谍法) de 2014, la nouvelle loi sur la sécurité nationale (国家安全法) adoptée en 2015. Selon Zhang Wei, directeur de l'Institut de recherche sur les techniques du renseignement de la province du Shaanxi et éditeur de *La revue du renseignement* (情报杂志), la future législation témoigne de la haute importance accordée au travail de renseignement par les autorités chinoises et de l'« urgence » (紧迫性) à combler les insuffisances du cadre législatif entourant le travail du renseignement chinois. Ce dernier était en effet resté jusqu'alors un « point aveugle » (盲区) du système juridique chinois ainsi qu'un secteur totalement opaque aux yeux du public. Les experts interrogés saluent en particulier les garanties légales apportées par l'article 12 aux agents du renseignement, leurs informateurs et leur entourage ; ainsi que la mise en place dans l'article 9 du projet d'un système unifié de recrutement, d'évaluation, de formation et de gestion du personnel. Le projet de loi apparaît toutefois encore imparfait et les observateurs comptent sur les révisions qui seront opérées à la suite la phase de consultation publique pour l'améliorer. Liu Yuejin, professeur au département d'administration publique de l'Institut des relations internationales, déplore par exemple les imprécisions lexicales du texte ainsi que l'absence d'articulation du projet de loi avec certains concepts théoriques clefs de la stratégie chinoise de sécurité nationale comme celui de « sécurité nationale globale » (总体国家安全观). Huang Rihan, chercheur spécialiste du renseignement de l'Université des Chinois d'outre-mer (*Huaqiao*), insiste quant à lui sur la nécessité d'approfondir la question du système de formation des agents et d'améliorer la stratégie de communication et de sensibilisation auprès du public.